



Jeudi 03 Mars 2011 à 14h30

Commission Locale de l'Eau du SAGE Midouze

Validation des mesures retenues pour le SAGE

Date d'invitation : 10 février 2011

Pièces jointes :

- **Liste d'émergement** disponible en téléchargement sur le site de l'Institution Adour, rubrique du SAGE Midouze <http://www.institution-adour.fr/index.php/sage-midouze.html> dans la partie « Comptes-rendus des réunions »
- **Diaporama présenté** disponible en téléchargement sur le site de l'Institution Adour, rubrique du SAGE Midouze <http://www.institution-adour.fr/index.php/sage-midouze.html> dans la partie « Comptes-rendus des réunions »

Liste de présence : cf. liste d'émergement

La Commission Locale de l'Eau du SAGE Midouze s'est réunie le Jeudi 3 Mars 2011 en salle Lacadataye au Conseil Général des Landes, Mont de Marsan.

Mr SUBSOL, Président de la CLE, ouvre la séance.

Il rappelle que depuis mai 2009, un travail important a été engagé sur les mesures du SAGE Midouze. Une consultation et plusieurs réunions des commissions et de groupes thématiques ont permis de travailler sur un catalogue important de mesures potentielles pour le SAGE.

Au terme de ce travail, il convient de présenter aux membres de la CLE et autres partenaires une synthèse des mesures qui ont été retenues pour faire partie du scénario du SAGE Midouze.

L'objectif de cette CLE est de valider ces mesures pour continuer le travail en commençant la rédaction du PAGD et de ses fiches action, en engageant le travail sur le règlement du SAGE et en relançant l'évaluation environnementale.

Il précise que le travail sur ces mesures se poursuivra dans le cadre de la rédaction des fiches actions, et notamment la précision des zonages, des maîtres d'ouvrage, de la portée des différentes mesures, des indicateurs, etc.

Il présente ensuite l'ordre du jour :

- Point sur le renouvellement de la CLE
- Bilan du travail réalisé sur les mesures du SAGE
- Présentation synthétique des mesures retenues par volet et débats
- Validation des mesures
- Point d'information sur les documents du SAGE (PAGD et règlement)
- Point sur les actualités : déclinaison territoriale du programme de mesures du SDAGE et volumes prélevables
- Calendrier prévisionnel

Renouvellement de la CLE Midouze

Cf. diaporama joint, diapos 1 à 3

Mme BORDESSOULLES - GDSA Aquitaine - demande si la représentation pour le collège 2 des usagers sera nominative ou pas.

Mlle BAREILLE - animatrice SAGE Midouze - répond que c'est encore en cours de réflexion mais qu'il est possible qu'elle soit finalement non nominative. Les textes prévoient expressément des désignations pour le collège des collectivités mais ceci n'est pas obligatoire pour le collège des usagers.

Mr SUBSOL - Président de la CLE - soutient cette possibilité qui semble plus adaptée pour ce collège et qui semble convenir aux structures qui en font partie. Ceci permettra une représentation plus aisée des structures, notamment du fait de l'absence de suppléants dans la future CLE.

Mme LAPORTE - Présidente de l'association Midouze Nature - s'interroge sur la représentation de la forêt au sein de la future CLE.

Mr SUBSOL informe de la présence du CRPF Aquitaine au sein de la CLE actuelle qui sera renouvelée dans la prochaine CLE.

Bilan du travail et présentation des mesures retenues pour le SAGE Midouze

Cf. diaporama joint, diapos 4 à 13

Volet Ressource

Mr RABE - Chambre d'Agriculture des Landes - propose de réintégrer une mesure concernant la valorisation agricole des eaux de géothermie de Mont de Marsan. Cette mesure avait été proposée en 2009 au SAGE mais supprimée car le projet était à ce moment là moins avancé et moins lisible. Il souhaite aujourd'hui que cette possibilité soit mentionnée dans le SAGE.

Mr GUILLEMOTONIA - Chef du service Police de l'Eau des Landes - apporte quelques précisions techniques sur ces projets de géothermie et rappelle que le SDAGE prévoit la revalorisation des eaux après prélèvement des calories. Plusieurs scénarii sont en cours d'étude et l'un d'eux prévoit effectivement la réutilisation agricole de ces eaux. Cependant, il s'agit ici d'un cas particulier à Mont de Marsan, qui ne peut donc être pas faire l'objet d'une mesure du SAGE car il ne peut s'appliquer ailleurs sur le territoire.

Mme LAPORTE s'interroge si le renouvellement des autorisations pour les forages géothermiques vise à augmenter les quantités d'eau qui seront prélevées pour l'exploitation.

Mr GUILLEMOTONIA informe que ça n'est pas exclu si la nappe le permet. Mais on ne peut pas pour l'instant le confirmer aujourd'hui, on est encore en phase d'étude des différents scénarii.

Mme DASTE - service agriculture du Conseil Général des Landes - souhaite que soient précisées les priorités de financement pour la mesure 9 qui prévoit le développement des réseaux collectifs d'irrigation. En effet, les financements pourront varier pour de tels projets entre les axes réalimentés ou pas. Il est souhaitable d'indiquer les priorités existantes entre la création des ouvrages structurants et cette autre mesure concernant l'irrigation.

Mme LACROIX - Agence de l'Eau Adour Garonne - précise que l'Agence de l'Eau n'intervient pas pour le financement des réseaux d'irrigation.

Mr SUBSOL approuve la mention au sein des documents du SAGE de cette priorité pour la création des ouvrages structurants, ceci étant un projet reconnu et approuvé par la CLE depuis 2009.

Mr CLAVE - SEPANSO Landes - s'interroge sur l'impact de l'imperméabilisation des sols dans le cadre de la construction de grands complexes commerciaux qui sont sur le bassin hydrogéologique de la Midouze (délimité par les anticlinaux, qui vont au-delà du bassin versant hydrologique).

Mme DARTHOS - SAGER du Conseil Général des Landes - précise que le territoire du SAGE Midouze est calé sur le bassin versant hydrographique et non hydrogéologique.

Mr GUILLEMOTONIA rappelle la réglementation concernant l'imperméabilisation des sols. Les projets d'aménagements ne doivent pas modifier les quantités d'eau ruisselées ou infiltrées, et ce en prévoyant des aménagements adéquats.

Mlle BAREILLE précise que si ces projets d'aménagements sont hors du périmètre délimité pour le SAGE, on ne sera pas légitimes d'inclure des mesures pour ces projets.

Mr CAPES - Vice Président de la Chambre d'Agriculture des Landes - propose d'intégrer une mesure pour inciter à la création de ressources en eau supplémentaires, notamment de petites retenues collinaires, ce qui serait une solution pour maintenir l'agriculture irriguée sur les bassins non réalimentés.

Mr SUBSOL rappelle que la CLE avait validé en 2009 de donner la priorité aux ouvrages structurants et non à la multiplication de retenues collinaires. Ca n'est pas le rôle du SAGE d'inciter à la création de retenues collinaires étant donné qu'un scénario a déjà été validé pour le comblement du déficit de la ressource en eau et que ce scénario ne prévoit pas ce point concernant les retenues collinaires. Ceci n'empêche pas la création de retenues, soumise à autorisation, sur l'initiative des exploitants au cas par cas.

Mr CAPES n'est pas d'accord d'en rester aux ouvrages structurants. Il semble important de créer aussi des ressources en eau de substitution sur certains secteurs. Il souhaite que ça apparaisse comme un objectif dans le SAGE.

Mr ROUSSEL - Institution Adour - précise que la création d'ouvrages de substitution est possible au regard de la loi. Donc ceci pourra se faire sans l'inscrire dans le SAGE. Il n'est pas nécessaire d'avoir une mesure spécifique car c'est prévu par la loi.

Mlle BAREILLE rappelle que le scénario de comblement du déficit de la ressource en eau validé en 2009 par la CLE résulte d'une étude conséquente (Bilan besoin-ressource ; CACG 2008) et que ce scénario n'identifie pas comme nécessaire la création de retenues collinaires pour combler le déficit global du bassin de la Midouze. C'est un scénario assez volontariste.

Mr CAPES regrette qu'il laisse certains sous bassins orphelins et c'est précisément sur ces territoires qu'il juge nécessaire d'envisager la création d'ouvrages de substitution.

Mr RABE estime que cela permettrait d'avoir moins d'impact sur les milieux en décalant les prélèvements des cours d'eau vers ces retenues.

Mlle BAREILLE évoque le fait que les retenues collinaires sont souvent construites sur des talwegs de tête de bassin versant et que même s'il n'y a plus de prélèvements directs en rivières, il existera quand même un impact des retenues sur le cours d'eau. De plus, même si la retenue n'est pas implantée directement sur un talweg, l'interception des eaux de ruissellement aura tout de même un impact étant donné que ces eaux ne rejoindront plus le cours d'eau.

Mr ROUSSEL indique que la récupération d'eaux pluviales fait partie de l'incitation aux économies d'eau. On peut effectivement envisager de mentionner dans le SAGE la possibilité de création d'ouvrages de substitution mais pas d'inciter à la construction de retenues collinaires.

Mme LACROIX souhaite vivement que soit bien mentionnée que la priorité est donnée aux ouvrages structurants. C'est un choix de la CLE. Ceci n'empêche pas la création d'ouvrages de substitution étant donné que la loi l'autorise, même si ce n'est pas un choix retenu dans le scénario de comblement de la ressource validé par la CLE.

Mr GUILLEMOTONIA informe qu'une mesure du SDAGE prévoit de limiter la multiplication des plans d'eau en tête de bassin versants. Aussi il est difficile d'introduire une mesure dans le SAGE qui irait directement à l'encontre des objectifs du SDAGE.

Mr CLAVE souligne que des mesures existent dans le SAGE pour ces secteurs non réalimentables (mesure 10 : réflexion sur les assolements).

Mr RENARD - Fédération de pêche des Landes - indique qu'il ne faut en aucun cas impacter les têtes de bassin versant et que si une retenue est créée, ce doit être sur talwegs secs.

Mr SERENA - ONEMA SD Landes - regrette qu'après plusieurs années de travail consensuel qui ont abouti à la possibilité de créer 4 ouvrages structurants visant à réduire le déficit et maintenir les possibilités pour l'agriculture irriguée, il y ait aujourd'hui de nouveaux débats pour ajouter des mesures pour augmenter la ressource. Ceci est en désaccord avec

le travail réalisé jusqu'alors par la CLE. Il soulève de plus la réelle contradiction avec le SDAGE, qui cadre pourtant le contenu du SAGE.

Mr LESPERON - Communauté de communes du Pays de tarusate - est d'accord sur le fait de laisser la priorité aux ouvrages structurants avec possibilité de créer des ouvrages de substitution en cohérence avec les ouvrages structurants.

Mr SUBSOL consulte la CLE sur la possibilité de faire deux mesures différentes :

- 1) Une mesure pour maintenir la priorité pour la construction des 4 ouvrages structurants (= mesure 12) ;
- 2) Une autre mesure pour mentionner que la création d'ouvrages de substitution reste possible sur certains sous bassins non réalimentés.

→ 6 votes POUR ; 5 votes CONTRE ; 4 abstentions.

Mr CLAVE souhaite que l'agriculture paysanne soit mentionnée dans la mesure 10.

Mr TANGUY - Régie des eaux de Mont de Marsan - souhaite que des précisions soient apportées dans les fiches action des mesures 3 et 4 sur les aspects sanitaires de la récupération des eaux pluviales pour une utilisation domestique, ainsi que sur le fait que ces eaux qui repartent à l'égout sont soumises à la taxe d'assainissement. Il convient donc par exemple d'installer des compteurs en entrée du réseau d'assainissement pour comptabiliser le volume d'eau évacuée. En effet, la taxe d'assainissement est normalement calculée sur les consommations AEP. Donc les eaux pluviales récupérées échappent à cette taxe si le réseau d'assainissement n'est pas équipé d'un compteur au départ de l'habitation.

Mr BAQUE - Chambre d'Agriculture du Gers - évoque les bilans hydriques envisagés dans la mesure 9. Il semble difficile de l'imposer pour chaque agriculteur, qui ne bénéficie pas forcément des données nécessaires pour réaliser un tel bilan. En Midi Pyrénées, les chambres d'agriculture travaillent à la mise en place d'un bilan hydrique disponible sur Internet. Cet outil n'est pas opérationnel pour l'instant mais le sera d'ici environ un an.

Mlle BAREILLE précise que ce point avait été soulevé en bureau et que cette mesure sera précisée dans sa rédaction, notamment pour savoir ce qui sera imposé ou favorisé.

Volet Rivières

Mr RABE souhaite que pour les mesures 34 et 36 le zonage soit précisé dans la fiche action. En effet la continuité écologique et la mise en conformité des ouvrages concernent les cours d'eau classés.

Mme BORDESSOULLES se réjouit de voir pris en compte les enjeux sanitaires aquacoles dans les mesures 33 et 34. Elle demande par ailleurs des précisions sur la mesure 26.

Mr SERENA indique que le réengraissement du lit consiste à remettre du substrat dans le lit d'un cours d'eau. Ceci a été proposé comme un exemple mais des mesures adaptées de renaturation écologique des cours d'eau pourront être prises au cas par cas. Il ne s'agit que d'une piste proposée qui pourrait entrer dans le cadre de mesures compensatoires.

Mr CLAVE s'inquiète du problème du transport de sable dans le massif forestier et de l'ensablement des cours d'eau.

Mlle BAREILLE rappelle que ce problème avait été évoqué lors de la réunion du Bureau et que cette remarque a été prise en compte dans les mesures du SAGE en élargissant certaines mesures concernant les problématiques d'érosion des sols au domaine forestier.

Mr BOURANDY - DDCSPP des Landes - est très intéressé par l'aspect communication et sensibilisation de ce volet.

Mr MOULIAN - délégué communautaire Agglomération du Marsan - informe qu'une démarche est en cours pour créer un syndicat de rivières sur le bassin du Midou, Ludon et affluents dans leur partie landaise, pour assurer un entretien cohérent et adapté des rivières sous impulsion de l'Association des Maires des Landes.

Mr SUBSOL souligne que c'est également un objectif majeur du SAGE qu'il y ait des structures de gestion sur tout le bassin de la Midouze (cf. mesures 21 et 22). Cette démarche est également accompagnée financièrement par l'Agence de l'Eau, le Département et la Région (financement des travaux, entretien, et emploi de technicien rivière).

Volet Milieux

Les remarques de l'ADASEA concernant l'articulation entre la CATZH existante dans le Gers et la future CATZH à créer ont bien été prises en compte et la CATZH existante sera associée au travail sur les ZH sur son territoire.

Mr CLAVE soulève le problème de l'installation de projets photovoltaïques sur des zones humides.

Mr GUILLEMOTONIA et Mr SERENA précisent que ce n'est certainement pas une pratique généralisée et que lorsqu'une surface de zone humide est affectée, des compensations sont prévues.

Volet Rejets Diffus

Mme BEYRIS - Conseil Régional d'Aquitaine - souhaite que la mesure 52 concernant l'enherbement inter rangs ne soit pas limitée à la vigne. Elle pourrait être élargie notamment aux arbres fruitiers.

Mme DASTE souhaite préciser pour les mesures 59 et 63 qu'il s'agit d'une poursuite des actions déjà engagées par les deux départements.

Mme CASTRO - CRPF Aquitaine - souhaite apporter plus de précision sur les mesures 57 et 61 sur la réalité de l'existant car les pratiques agricoles et forestières sont très différentes donc les marges d'amélioration à envisager ne seront pas les mêmes.

Volet Rejets Directs

Mr RABE propose d'ajouter une mesure concernant la valorisation des eaux usées de sortie de STEP pour l'irrigation. Cette mesure avait été proposée mais supprimée car un projet existait à ce moment là sur Mont de Marsan mais avait été mis de côté, donc la mesure supprimée.

Mr GUILLEMOTONIA informe qu'il est favorable à ce genre de proposition. Certains problèmes techniques rendent parfois la réalisation difficile mais ça peut être étudié chaque fois qu'un rejet est envisagé.

Mlle BAREILLE précise que cela présente le double avantage de décaler un pompage dans un cours d'eau et d'éviter un rejet dans un milieu naturel, parfois très sensible et ne pouvant pas diluer convenablement la pollution.

Mr SUBSOL propose donc d'intégrer la mesure « étudier la possibilité d'irriguer à partir des eaux de sortie de STEP » dans la partie rejets directs. La CLE ne présente pas d'opposition. Ceci se fera sous réserve d'une étude systématique au cas par cas.

Mme LACROIX informe que la mesure 69 est incomplète et que la définition du terme « rendement » doit être précisée.

Mr SERENA propose que le zonage pour la mesure 73 soit élargi à l'ensemble du bassin versant car d'autres sites pourraient être concernés au-delà de ceux déjà cités.

Mlle BAREILLE précise que les STEP citées ont été identifiées dans l'étude d'actualisation des débits de dilution (CACG 2008) mais qu'il est possible de l'élargir au reste du bassin versant.

Mr TANGUY voudrait que la rédaction de la mesure 72 soit revue dans le cadre de la rédaction des fiches action.

Mr SUBSOL précise que ce sera l'objet du travail de rédaction des fiches actions que de préciser tous ces éléments.

Validation des mesures retenues pour le SAGE Midouze

Mr SUBSOL fait procéder à un vote pour la validation des mesures retenues pour le SAGE Midouze.

→ 8 votes POUR, 1 vote CONTRE et 6 abstentions.

Les documents du SAGE

Cf. diaporama joint, diapos 14 à 21

Pas de remarques particulières. L'animatrice se tient à disposition pour toutes questions sur ces documents (forme, contenu, portée, etc.).

Points d'actualités

Déclinaison territoriale du programme de mesures du SDAGE

Cf. diaporama joint, diapos 22 à 24

Volumes prélevables

Cf. diaporama joint, diapos 25/26 et diaporama « présentation Vp SPE40 »

Présentation par Mr GUILLEMOTONIA, chef du service Police de l'Eau à la DDTM des Landes.

Mr SUBSOL précise que les retards pris par rapport au calendrier initial pour la définition du volume prélevable et pour la déclinaison territoriale du PDM n'ont pas empêché de poursuivre le travail pour l'élaboration du SAGE. Le SAGE participe d'ailleurs activement à la déclinaison du PDM sur son territoire avec les services de l'Etat. Les mesures de ces deux documents poursuivront le même objectif de bon état quantitatif et qualitatif des ressources en eau sur le bassin.

Calendrier prévisionnel

Cf. diaporama joint, diapo 27

Mr SUBSOL rappelle que le calendrier prévisionnel proposé est sous réserve du bon déroulement du renouvellement de la CLE et dépend donc des réponses des structures à la consultation.

- Jeudi 3 Mars : Réunion de CLE
- Printemps 2011 : travail sur les documents du SAGE
 - rédaction du PAGD, travail sur le règlement (choix des mesures et rédaction), finalisation de l'évaluation environnementale, etc.
- Juin / début Juillet 2011 : réunion de la nouvelle CLE
 - mise en place de la CLE

 - présentation du travail réalisé sur le PAGD, le règlement et l'évaluation environnementale
- Septembre 2011 : commissions thématiques du SAGE
 - pré validation des documents du SAGE
- Dernier trimestre 2011
 - validation du projet de SAGE (PAGD, règlement et évaluation environnementale)
- Début 2012
 - consultation et enquête publique

Pour conclure la réunion, Mr SUBSOL rappelle que le travail engagé pour le SAGE Midouze est certes long mais que de nombreuses études ont été nécessaires au démarrage du SAGE et qu'il est important que tout le monde ait pu discuter au sein des commissions et de la CLE pour participer à l'élaboration du SAGE. Ce travail est nécessaire pour assurer l'avenir de l'eau sur le bassin versant de la Midouze.

Il souhaite que ce travail aboutisse à un document qui recevra le consensus de l'ensemble des partenaires.

En l'absence de questions supplémentaires, Mr SUBSOL remercie l'assemblée et lève la séance.